

## Les mots du «soft power» de l'impérialisme

« Ce que le peuple américain a retiré de l'expérience de la guerre du Golfe, c'est qu'il est bien plus amusant d'aller botter les fesses des gens du Moyen Orient que de faire des sacrifices pour limiter la dépendance vis-à-vis du pétrole importé ».

quoi s'en étonner. La pensée occidentale est depuis si longtemps habituée à donner le *La* et à dire l'alpha et l'oméga. Faut-il le leur reprocher ? *Normal*, comme on dit, aujourd'hui, chez nous. Ces mots des puissants parlent pour les puissants. Ils leur appartiennent, on ne peut les faire nôtres, sauf à épouser leur cause. Cependant, pour être crus et sans fioritures, les mots de l'ennemi n'en sont pas moins francs. La ligne de partage est donc assez nette qui devrait, en principe, nous éviter de nous égarer en territoire adverse.

C'est un ancien Secrétaire d'Etat américain à l'énergie, James Schlesinger, qui tient ce propos empli de délicatesse aux participants au Congrès mondial de l'énergie, à Madrid en septembre 1992. Le langage fleure bon le verbe arrogant du cow-boy, colt à la main, qui fait la loi dans le Far-West. Périodiquement et pour les besoins de la cause, les Etats-Unis nous font revivre cette bonne vieille tradition du seigneur qui ne se refuse aucun écart de vocabulaire, quand il y va de ses «intérêts vitaux», c'est-à-dire impériaux.

Tout crûment, Sarkozy parle de karcher et de racaille, en parlant des Arabes et des Noirs des banlieues françaises, Merkel grogne contre les PIGS, qui veut dire cochons en anglais, en désignant, sous cet acronyme, les Portugais, les Irlandais, les Grecs et les Espagnols, mauvais élèves de l'Union Européenne. Tout récemment, lors des Jeux Olympiques de Londres, un journal britannique n'a pas pu s'empêcher de dire tout le mal que lui inspirait Kassamen, notre hymne national. Il ne le trouve pas très soft à son gout, trop agressif. Un jour, qui sait, décréteront-ils de mauvais goût le vert et blanc (nadjma wa hlal) de notre emblème national. Pour-

### Mondialisation du langage et des cerveaux et homogénéisation du lexique

Mais il se trouve qu'aujourd'hui, les repères frontalières sont rudement mis à mal par la tempête de mondialisation du langage et des cerveaux qui balaye nos modestes contrées à partir des grands centres du Nord. A défaut d'homogénéiser les niveaux de vie, les niveaux de bien-être social, les niveaux de développement des peuples de la planète, cette mondialisation homogénéise le lexique dans lequel nous devons joyeusement puiser le vocabulaire pour dire ce que nous sommes et ce que nous voulons être, et en extraire la grille de lecture de notre propre réalité. La fabrique de l'agenda politique occidental accorde une attention stratégique aux mots qui doivent le servir. La mode est à la mise au point, par des spécialistes de la communication et de la propagande, de ce qu'on appelle des « éléments de langage » destinés à être repris et répétés *ad nau-*

## Les mots du «soft power» de l'impérialisme

*séam* par hommes politiques, radio, télé, etc..

Même l'autonomie lexicale nous est refusée. Les mêmes mots et expressions servent à tous : les riches et les pauvres, les travailleurs et les patrons, les ex-colonisés et les ex-colonisateurs, le maître et son esclave, le serf et son seigneur. *Communauté internationale, climat des affaires, gouvernance, économie de marché, réformes structurelles, Etat providence, souverainisme, société civile, droits de l'homme, devoir d'ingérence, gagnant-gagnant, paix sociale, employabilité*, etc, etc, sans oublier la sempiternelle tarte à la crème de *l'économie rentière*, ces mots de l'errance indigène dans la mondialisation «impérative» ont déclassé *indépendance nationale, souveraineté nationale, développement national, système productif national, justice sociale* qui balisent la terre ferme de notre individualité historique nationale, mais qui sont, à présent, dénigrés pour cause, dit-on, de péremption.

Le pouvoir terminologique, qui affirme et met en exergue la sphère de nos intérêts nationaux, s'estompe devant la puissance du verbe globalisé qui nous dessine jusqu'aux contours du camp de nos amis et de nos alliés en nous désignant les lignes de nos ennemis. Ainsi, nos médias donnent généreusement du vocable «communauté internationale», à propos de la Côte d'Ivoire, de la Lybie, de la Syrie ou de l'Iran, sans se soucier apparemment du fait que cette «ruse de Blancs», à l'ombre de laquelle se tapit, tous crocs dehors, le bloc euratlantique dirigé par les Etats-Unis, porte, inscrit au cœur même de sa définition non dite, le programme de la démolition de notre propre pays, au cas où...

On a même vu des médias algériens reprendre à leur compte le «dirty writing» odieux et raciste de la presse occidentale qui stigmatise les travailleurs et le peuple grecs, coupables, par leur «fainéantise et leur irresponsabilité», d'avoir mis en danger la stabilité de l'Euro et de l'Union Européenne. Le vocable *Communauté internationale* est obligatoire-

ment suivi des verbes *s'inquiète, s'indigne, demande, exige, condamne, sanctionne...*, puis d'une liste de pays choisis avec le plus grand soin. Il est tout à fait exclu qu'il ait comme complément d'objet direct le nom des pays suivants, par exemple : Israël, les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, le Japon.

Prenons un exemple, à titre d'illustration. Il y a quelque temps, Newt Gingrich, qui brigait l'investiture républicaine contre Obama aux prochaines élections américaines a déclaré : «*Les Palestiniens ne sont pas un peuple parce qu'ils n'ont jamais eu d'État et qu'ils faisaient partie de l'empire ottoman avant la création d'Israël*». Les Palestiniens seraient, à ses dires «un peuple inventé». Aussi choquant qu'il puisse paraître pour la «conscience universelle», ce cas de figure ne peut, en aucun cas, autoriser à construire une phrase sur le mode de «La communauté internationale s'indigne des propos de New Gringrich» ou de quelque variante apparentée. Tout comme il est, disons inapproprié, d'écrire, par exemple, pour rester dans la brûlante actualité de «la crise de l'euro» : «La communauté internationale» s'inquiète des conséquences dramatiques des agissements des banksters sur les peuples grec, espagnol ou portugais et particulièrement sur leur jeunesse». Il est loisible à tout un chacun curieux de modernité langagière de cueillir sur les pages des mainstreams une floraison d'exemples instructifs de l'usage que l'impérialisme peut faire de la langue. Un drone américain s'est *égaré* par erreur dans l'espace aérien iranien. L'erreur est humaine n'est-ce pas ? Mais un avion syrien, on va dire, a forcément *violé* l'espace aérien israélien ! Etc, etc, etc..

## Les mots du «soft power» de l'impérialisme

### Le masque de l'universalité et la réalité des dominations

Parfois, les dominants jettent, sans subtilité aucune, le masque de l'universalité du lexique. On apprendra à nos dépens que le mot *boycott* n'a pas le même sens selon qu'il s'agisse d'Israël, contre lequel la sanction devient injuste et illégale, ou de l'Irak, de l'Iran, de la Lybie et de la Syrie sur lesquels la mise en quarantaine internationale est pleinement justifiée et méritée. Des personnalités dirigeantes du Parti socialiste français multiplient fébrilement les appels au blocus de la Syrie et de l'Iran mais apposent leurs signatures au bas d'une pétition condamnant le boycott d'Israël. Le degré d'acuité de « l'urgence humanitaire » non plus n'a pas la même pertinence. En juillet 2006, au plus fort de l'agression israélienne contre le Liban, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, peu pressé de voir l'Etat hébreu « traduit » devant le Conseil de sécurité de l'ONU, appelle à « laisser Israël terminer le travail ». En août 2012, le désormais ex-président de la république française sort brusquement de sa réserve pour appeler, cette fois, à une intervention militaire urgente contre un Etat souverain, la Syrie. Rivalisant d'ardeur guerrière, le ministre français des affaires étrangères appelle, lui à « abattre le régime syrien et rapidement ». Il juge même que « Bachar Al Assad ne mériterait pas d'être sur la terre ». Gageons, sans absolument nul risque, qu'il n'en dirait pas autant de Netanyahu, de Tzipi Livni, ou de Ehud Barak, ces doux bienfaiteurs, comme chacun le sait, du peuple palestinien.

Avant l'occupation israélienne en 1967, la population Palestinienne de la vallée du Jourdan était estimée entre 200 000 à 320 000 personnes. En 2009, elle n'était plus que de 56 000 personnes. Mais pour la « communauté internationale », il est hors de question de parler de nettoyage ethnique. Le mot est réservé aux « dictatures » arabes ou africaines ciblées par les démocraties occidentales. Quant au qualificatif « pauvre », il peut impliquer des conséquences tota-

lement insoupçonnées. La Banque mondiale, une « institution internationale », ainsi que prescrit de la nommer « le lexique », s'est prononcée, dans un rapport, contre l'indépendance palestinienne et donc pour la poursuite de l'occupation israélienne, au motif mentionné dans ce rapport que c'est un pays « trop pauvre pour pouvoir être autonome ». Le Rapport conclut que les Palestiniens « prennent insuffisamment part (sic !) au commerce extérieur et que ces dernières années la production et l'agriculture ont diminué de manière significative ». La boussole des « droits de l'homme » perd le Nord dès qu'il s'agit des intérêts occidentaux. En juin 2001, 23 Palestiniens rescapés de la tuerie de Sabra et Chatila avaient porté plainte, pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et actes de génocide contre Ariel Sharon, qui était à l'époque des faits ministre israélien de la Défense. La Cour de Cassation de Bruxelles, par décision du 24 septembre 2003, prononcera le dessaisissement de la justice belge pour les plaintes déposées contre le Premier ministre Ariel Sharon et les officiels israéliens. La chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles a jugé que la plainte, déposée au nom de la loi belge dite de « compétence universelle », était irrecevable car M. Sharon « n'a pas été trouvé sur le territoire du royaume de Belgique ». En novembre 2009, les tribunaux norvégiens qui ont une compétence universelle dans le domaine des droits de l'homme décident de ne pas donner suite à une plainte pour crimes de guerre déposée à l'encontre de hauts responsables israéliens dont l'ex-ministre des affaires étrangères, Tzipi Livni et l'ex Premier ministre Ehud Olmert pour « crimes de guerre » à Ghaza. La même année, la Cour pénale internationale de La Haye dont le procureur était alors le fameux Luis Moreno-Ocampo, s'était déclarée non compétente pour les crimes israéliens commis sur la population de Ghaza, lors de l'opération « Plomb durci » qui a ôté la vie à 1300 Palestiniens

Autre mot du lexique à géométrie variable : « menace nucléaire ». Le compteur Geiger occidental est

## Les mots du «soft power» de l'impérialisme

réglé pour détecter la menace nucléaire là où, osons ici l'infidélité au lexique, les plans de domination impérialiste occidentale le commandent. Ainsi, les armes nucléaires sont bel et bien physiquement stockées en Israël et depuis des décennies, mais l'inlassable navette du ministre des affaires étrangères de l'Union Européenne Xavier Solana, ce n'était pas Bruxelles-Tel -Aviv mais Bruxelles-Téhéran, la capitale de l'Iran soupçonné de vouloir en posséder un jour.

### Les médias et le formatage idéologique

Inutile d'aller chercher une bouffée d'oxygène pluraliste dans l'explosion des bouquets satellitaires de la planète médiatique occidentale. Un même et unique couplet tourne en boucle, démultiplié aux quatre coins de la Terre. Quand on a vu un journal télévisé, on en a vu cinquante : 50 *terrorisme palestinien à Ghaza*, 50 *armes de destruction massive de Saddam Hussein*, 50 *menace nucléaire iranienne*, 50 *dictature de Chavez au Venezuela*, etc., etc. Une gigantesque entreprise de formatage des esprits qui, non seulement nous qualifie les choses mais nous désigne aussi les mots pour les dire. Ainsi, on dira *le gouvernement* de Sarkozy, Cameron ou Berlusconi, par exemple, mais *le régime* de Kadhafi, de Bachar El Assad, de Bouteflika... De la même façon, on parlera de l'armée française ou britannique, des forces armées américaines, voire de la poétique Tsaah israélienne, mais *des troupes* de Kaddafi, des *forces du régime* Al Assad et quand cela empire *des milices du régime* ou *des éléments et combattants loyalistes restés fidèles au régime* (Al Assad, Kaddafi, Bouteflika, etc.). On parlera volontiers du *courant* Rocard, Hollande ou Fabius, au PS, des centristes de l'UMP en France, des socio-libéraux chez les travaillistes outre-Manche, mais quand il s'agit de ce côté-ci de la Méditerranée le maître-mot c'est les *clans*, exemple le clan Bouteflika, le clan de l'armée...

«*Même les mots ont une fonction, s'écrie, un journaliste Grec, indigné par la perversion néolibérale de la langue. Depuis des décennies, les sociétés se bâtissent systématiquement sur le nouveau lexique du capitalisme cynique. Les partisans en général ignares du néolibéralisme, avec leurs diplômés et leurs distinctions académiques accrochés aux murs de leurs bureaux de luxe, ont commencé à s'attaquer à la langue elle-même, s'étant retrouvés dans l'incapacité de produire de nouveaux termes. ... Ils ont violemment vidé des centaines de mots de leur contenu historique pour les affubler d'un sens répugnant et erroné. De la même façon que le pogrom lancé contre les immigrés a été nommé 'Xenios Zeus', le nom du dieu suprême de l'antiquité grecque, dans son épithète protecteur des hôtes et de l'hospitalité, la destruction de notre pays par nos créanciers est également qualifiée de 'sauvetage'. Et chaque outil avec lequel cette catastrophe est mise en œuvre est appelé 'réforme'. ... On nomme 'privatisation' la moindre vente d'une entreprise publique qui dérange apparemment le 'libre marché'.*» (le chroniqueur Giannis Kibouropoulos dans l'hebdomadaire Ependytis du 12.08.2012).

Une violence symbolique (guerre de basse intensité ?) qui nous dépossède de notre propre regard sur nos réalités, de nos propres mots pour les représenter, de notre propre grille d'analyse pour les interpréter et les qualifier. Dans le cas de l'Algérie du cinquantenaire, rien n'a été épargné pour ancrer dans les consciences l'image d'un pays victime des *errements idéologiques* de ses dirigeants depuis l'indépendance, accumulant sans discontinuer *gâchis et ratages*. L'Histoire est revisitée à travers le prisme occidental. L'indépendance n'a pas été une *rupture mais un leurre*, la guerre de libération a été l'occasion de *règlements de compte entre clans*, la souveraineté nationale n'a été qu'un *prétexte* pour assoir le *diktat* d'un pouvoir militaro-politique... L'inventaire des *ratés, déboires et crises* de la construction étatique-nationale tient lieu, en permanence, de bilan critique auquel doit sacrifier tout esprit d'analyse s'il ne veut pas encourir le soupçon d'être asservi au pouvoir. Ecrits médiatiques et/ou



---

## Les mots du «soft power» de l'impérialisme

---

analyses à prétention critique s'assimilent à une interminable liste d'attendus qui doivent instruire un procès dont le verdict est connu d'avance. Et quand il s'agira, le moment opportun, de fabriquer l'image détestable-repoussoir du pays coupable, afin de préparer l'opinion au coup de force *légitime* contre lui, la machinerie qui se mettra en branle trouvera des yeux et des oreilles réceptifs, familiers, jusqu'à l'intoxication, des grilles d'analyse et de diagnostic forgées outre-mer. Le lexique euro-labellisé ou dollaro-estampillé, homogénéisé aura rempli sa fonction : faire que les poules aillent à l'abattoir de leur propre gré.

Abdelatif Rebah, le 29 août 2012.